

Assesse, le 20 avril 2016.



A l'attention des Ministres de l'environnement fédéral et régionaux : MM. Carlo Di Antonio, Céline Fremaux, Marie-Christine Marghem et Joke Schauvliege.

Mesdames, Messieurs les Ministres,

L'ACRF-Femmes en milieu rural est un mouvement d'éducation permanente actif en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il est ouvert à toutes les femmes vivant en milieu rural avec une attention particulière portée à celles qui prennent rarement la parole. Aujourd'hui, par cette lettre ouverte, nous voulons attirer l'attention des autorités belges sur une problématique essentielle pour les générations futures et la survie de notre espèce : le réchauffement climatique.

A partir de ce 22 avril 2016, vous êtes invités à signer à New York l'Accord de Paris. Nous avons choisi cette date pour vous rappeler avec force la nécessité pour la Belgique de mener une lutte ambitieuse contre le réchauffement climatique.

La Conférence des Parties de Paris, la COP 21, s'est clôturée sur un accord de tous les Etats pour maintenir le réchauffement sous la barre fatidique de 2°C. Un cadre structurel de travail a été tracé et nous nous en réjouissons. Mais il existe un réel fossé entre les promesses et l'ampleur de la crise climatique et les engagements des pays restent insuffisants.

La Belgique a ratifié la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, conclue à l'origine en 1992, avec plus de 190 pays (et l'UE). Depuis cette date, notre pays a accepté avec d'autres de prendre l'initiative, en raison de ses émissions historiques de gaz à effet de serre. Or, dans son dernier rapport de 2014, l'Agence européenne pour l'Environnement a indiqué que la Belgique était à la traîne pour pas moins de deux des trois objectifs 20-20-20.¹

Comme l'ont déjà constaté de nombreux citoyens et associations, ce phénomène résulte de l'absence d'une politique climatique adaptée et cohérente entre les différentes autorités belges. Exemple édifiant : en novembre 2015, à la veille de l'ouverture de la Conférence de Paris, la Belgique n'avait toujours pas d'accord sur la répartition des efforts climatiques entre entités fédérées alors que trois Belges sur quatre se déclarent préoccupés par le climat et que deux Belges sur trois pensent que les différents niveaux de pouvoir du pays doivent mieux collaborer à la politique sur le climat.

Le secteur privé lui aussi, dans un appel² qui vous a été adressé à la veille de la Conférence de Paris, a demandé que la Belgique prenne « *part aux efforts internationaux visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et contribue à opérer la transition globale vers une économie bas carbone et résiliente au changement climatique* ». Contrairement à certaines déclarations qui opposent lutte contre réchauffement climatique et développement économique, il s'avère que la transition énergétique nécessaire doperait la croissance et l'emploi mondiaux. Rien qu'à l'échelle du

¹ Selon le plan climat de l'Union européenne adopté en décembre 2008 et révisé en octobre 2014 qui a pour objectif de faire passer la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique européen à 20 % ; De réduire les émissions de CO2 des pays de l'Union de 20 % ; d'accroître l'efficacité énergétique de 20 % d'ici à 2020.

² <http://www.solvay.com/en/binaries/COP21%20Letter%20of%20Engagement%20FR-241730.pdf>

pays, 60.000 emplois supplémentaires pourraient ainsi être créés grâce aux investissements dans la rénovation énergétique, aux réseaux électriques intelligents, aux énergies renouvelables et aux transports respectueux. A contrario, comme l'indique Nicholas Stern³ dans son célèbre rapport de 2006: « *sans une action radicale des gouvernements, le réchauffement climatique pourrait coûter jusqu'à 5500 milliards d'euros et détruire des dizaines de millions d'emplois* ».

En décembre dernier, lors de la COP 21, la Ministre fédérale de l'Environnement, Marie-Christine Marghem s'est prononcée publiquement en faveur d'un accord ambitieux, dynamique et juridiquement contraignant. Nous espérons que ces paroles n'avaient rien d'un vœu pieux.

En tant que Mouvement, une de nos missions est de faire remonter la parole des citoyens jusqu'aux sphères décisionnelles. Notre travail de terrain, au travers d'actions et de campagnes de sensibilisation (co-voiturage en milieu rural, lutte contre l'obsolescence des objets, promotion de l'eau du robinet, réflexion sur la (sur-)consommation, ...) nous persuade chaque jour de la volonté de l'immense majorité des Belges de préserver le climat, à leur échelle, par des efforts tangibles.

Un mouvement s'est enclenché « à partir de la base » que nous accompagnons avec fierté et continuerons à défendre avec détermination, notamment au travers de notre campagne 2016 intitulée « Le climat et moi, émoi, émoi ! », qui invitera le grand public à demeurer vigilant à l'égard de vos actions réelles en faveur du climat. Nous relaierons toutes les initiatives concrètes prises en ce sens par la société civile et prendrons la parole en milieu rural pour rappeler la nécessité de cette action à travers tout le pays.

Brigitte Laurent, Présidente

Daisy Herman, Secrétaire générale

³ <http://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/20140916.OBS9339/un-meilleur-climat-entraîne-une-meilleure-croissance.html>